

Information et développement économique

Georges-Édouard Bourgoignie

Volume 42, numéro 4, janvier–mars 1967

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003424ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1003424ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bourgoignie, G.-É. (1967). Information et développement économique. *L'Actualité économique*, 42(4), 835–853. <https://doi.org/10.7202/1003424ar>

Analyse

Information et développement économique¹

Le monde, de nos jours, se voit quotidiennement étalé par quelque 300 millions de journaux, ausculté par plus de 400 millions de récepteurs de radio, dévoilé même par environ 130 millions de postes de télévision auxquels s'ajoutent quelque 220,000 salles de cinéma, etc. Cette impressionnante table d'écoute ne fait que croître, se perfectionne de jour en jour et tend à s'équilibrer au mieux, dit-on !

En effet, tant d'optimisme doit être sérieusement tempéré car ces moyens d'information se répartissent encore très inégalement de par un monde fort inégalement développé. Les deux tiers de celui-ci sont classés comme pays en voie de développement ; près de 70 à 80 p.c. des peuples qui y vivent sont encore sinon dépourvus de ces moyens, en tout cas insuffisamment équipés. Peut-on dès lors conclure que cette insuffisance serait le goulot d'étranglement du développement ? En d'autres termes l'information de masse est-elle cause de développement par son expansion ou cause de sous-développement par sa stagnation ? Ou peut-on conclure autrement en affirmant que la modernisation se faisant dans d'autres secteurs le développement de l'information de masse suivrait automatiquement ? Elle serait alors un simple résultat du développement national. Là n'est pas, semble-t-il, le vrai débat. Y. Rao dans une étude effectuée en Asie² pose le problème. Il a essayé de savoir si

1. Cet article s'inspire principalement du dernier ouvrage de Wilbur Schramm sur les pays en voie de développement et publié en 1966 par l'U.N.E.S.C.O.

2. Rao, Y., *The Role of Information in Economic and Social Change : Report of a Field Study in Two Indian Villages*, University of Minnesota, 1963.

c'est le développement de l'économie ou celui de l'information qui vient le premier et stimule l'autre, mais en fait il y a renoncé, jugeant le problème sans intérêt. Il conclut à une interaction constante et cumulative des deux phénomènes. Holmberg au Pérou³, Doob en Afrique⁴, Lerner au Moyen-Orient⁵, Schramm dans son livre consacré aux pays en voie de développement⁶ aboutissent aux mêmes conclusions. Sans vouloir épuiser un sujet vain, on imagine difficilement que le développement économique et social de nos jours puisse se poursuivre à son rythme accéléré sans le multiplicateur moderne de l'information ; et il est probable que, sans cette information, les grands et récents mouvements de libération et d'émancipation nationales n'auraient jamais pu avoir lieu.

La thèse du dernier ouvrage cité (note 6) se pose en ces termes : un courant d'informations suffisant et surtout une utilisation rationnelle des moyens d'information peuvent-ils contribuer de façon importante au développement économique et social d'un pays ? Parvenu au bout du long chemin de ses raisonnements, Wilbur Schramm répond positivement par cette lapidaire et prudente conclusion : « Bref, notre conclusion est que l'information, à condition d'être suffisante et bien conçue, peut apporter une contribution importante au développement économique et social de chaque pays »⁷.

Si, dans la société primitive et tribale comme dans la société plus complexe dite civilisée, l'on s'accorde à donner à l'information un triple rôle : une fonction de veille (scruter l'horizon, s'informer et rendre compte), une fonction politique (décider, diriger, établir des lois) et une fonction éducative (intégrer à la société les nouveaux membres en leur enseignant les techniques et les croyances requises), qu'en conclure pour cette situation intermédiaire, ce stade de démarrage que l'on octroie aux nations neuves ?

Certes, ces fonctions persistent mais leur portée varie. L'horizon à scruter s'élargit : du village somnolent il s'ouvre au fracas de la

3. Holmberg, Allan, *Changing Community Attitudes and Values in Peru ; a Case Study in Guided Change*, dans Council on Foreign Relations, *Social Change in Latina America Today*.

4. Doob, Léonard W., *Communication in Africa : A Search for Boundaries*, New Haven, Yale University Press, 1961.

5. Lerner, Daniel, *The Passing of Traditional Society ; Modernizing the Middle East*, Glencoe, III, Free Press, 1958.

6. Schramm, Wilbur, *L'information et le développement national*, Paris, U.N.E.S.C.O., 1966, p. 58.

7. *Ibidem*, p. 293.

ville, à la nation naissante et à la politique internationale. La société devient participante. L'information va à la population, mais doit aussi émaner d'elle afin que ses besoins puissent être connus et qu'elle puisse participer aux actes et aux décisions qu'exige le développement de la nation. Cette participation au développement par la circulation verticale des *mass media*, du sommet à la base et vice versa, va permettre à la société en mutation de prendre des décisions parfois pénibles, d'organiser son travail de façon rationnelle, d'acquiescer la formation nécessaire. C'est ici que l'information de masse entre en scène. Sa diffusion va créer un climat favorable au développement, va donner ce goût du changement, va favoriser l'intégration technique et mentale à un nouveau mode de production, à un nouveau mode de vie, et ce au rythme que se sont imposé les jeunes nations, à savoir un développement accéléré par la mobilisation des ressources naturelles, matérielles et humaines⁸. Le défi est de taille si l'on considère le calendrier des opérations et les structures stérilisantes à modifier.

Compte tenu de cet impératif de transformation rapide, complète et aussi peu pénible que possible, compte tenu de ce fait qu'à tout niveau de développement des *mass media* correspond d'une manière générale un certain degré de développement social et vice versa ; on pourrait, du point de vue information, ramener toute la pensée de Wilbur Schramm à ces trois interrogations :

- Ce qui est ? La situation actuelle des *mass media* dans les pays en voie de développement ?
- Ce qui peut être ? La contribution qu'un usage rationnel et pratique d'un système d'information pourrait apporter au développement économique et social ?
- Comment ? Les mesures et réalisations pratiques à mettre en œuvre ?

*

* *

Ce qui est ?

Si le problème du tiers-monde est sans conteste prioritaire dans les préoccupations mondiales contemporaines et à venir, et si l'éco-

8. Bourgoignie, Georges-Ed., *Jeune Afrique mobilisable*, Paris, Éditions Universitaires, 1964.

nomie sous-développée peut être définie comme étant essentiellement une économie désarticulée, composée pour diverses raisons (historiques et socio-culturelles ; villes modernes, villages traditionnels), d'une juxtaposition d'économies (toute la gamme allant de l'industrie et de l'économie monétaire dans les villes à l'agriculture de subsistance et la pratique du troc dans les villages) entretenant entre elles des rapports vagues (carence des communications) ⁹ on se trouve déjà à souligner du point de vue information le même déséquilibre mondial, la même inarticulation (moyens modernes d'information dans les villes, transmission orale dans les villages).

En effet, sur le plan mondial, la situation n'est guère encourageante. Les courants d'information sont fort insuffisants et défavorables aux pays neufs. De plus, toutes les ressources en information et en équipement d'information, comme en font foi les chiffres partiels cités au début de cet exposé et ceux qui sont cités dans le tableau ci-dessous, se trouvent concentrées dans les pays industrialisés.

Tableau I

Nombre de quotidiens, de postes récepteurs de radio, de places de cinéma et de postes récepteurs de télévision pour 100 habitants, en 1961 ¹⁰

	Exemplaires de quotidiens	Postes de radio	Places de cinéma	Postes de T.V.
Monde entier	9.8	13.2	2.3	3.8
Afrique	1.2	2.3	0.6	0.07
Amérique du Nord	25.0	73.0	5.5	23.4
Amérique du Sud	8.0	11.0	3.4	2.0
Asie	4.0	2.1	0.6	0.6
Europe	23.0	21.8	5.4	7.4
Océanie	29.0	20.6	7.7	8.8
U.R.S.S.	18.1	20.5	5.6	3.0
Trois régions en majeure partie sous-développées (deux tiers de la population mondiale)	3.8	2.7	0.8	0.6
Quatre régions en majeure partie développées (un tiers de la population mondiale)	22.7	35.8	5.5	10.7

9. Bourgoignie, G.-E., *op. cit.*

10. *World Communications*, U.N.E.S.C.O., Paris, 1964.

Les nouvelles en provenance des pays sous-développés sont rares, à moins d'un événement particulièrement frappant. Si la technologie moderne a rendu les communications plus rapides et plus faciles que jamais, elle n'en a pas pour autant résolu le problème de sa juste répartition. La pénétration du matériel d'information dans les pays en voie de développement se voit entravée par des contingentements exagérés et par le manque de devises fortes, par des barrières commerciales et douanières. Ces mêmes pays reçoivent également peu de visiteurs et beaucoup moins de messages que les pays industrialisés.

Sur le plan intérieur, des déséquilibres identiques se retrouvent. La diffusion d'une information, déjà faible et mal équilibrée, est encore sérieusement réduite en dehors des grandes villes, entre les villes et les villages, plus particulièrement entre les villages et les villes. En fait, c'est là que la nécessité des *mass media* se fait le plus sentir pour créer ou soutenir un climat de développement dont ils manquent le plus.

Cette situation de fait perpétue le fossé entre nations riches et pauvres et, au plan interne, entre culture en voie de modernisation et culture traditionnelle, à priori méfiante, sinon opposée à tout changement.

Certains sont tentés d'affirmer que l'infrastructure informative existe et qu'il n'y a sous-développement que dans son utilisation rationnelle. Il ne s'agirait alors que de remédier à un problème de sous-emploi. C'est là tronquer le problème des *mass media* en le traitant *in abstracto*, alors qu'en fait il faut le situer dans le contexte relatif, même local, nécessitant entre autres une direction nationale, une population sinon scolarisée en tout cas en voie d'alphabétisation, des ressources suffisantes en matériel et capitaux. C'est alors seulement, *in concreto*, que les moyens d'information, mieux, les « systèmes » d'information en tant que combinaisons relatives de moyens d'informations et de communications personnelles liées à des services auxiliaires, pourront jouer un rôle capital dans la plus grande révolution sociale de tous les temps : la promotion économique et sociale des deux tiers du monde ! Or c'est justement là, dans ces deux tiers, que ces systèmes sont le plus déficients, parfois absents. D'ailleurs, chiffres en main, l'affirmation est facilement réfutable. Combien sont-ils les pays en voie de développement

qui atteignent les minimums proposés par l'U.N.E.S.C.O., à savoir « pour 100 habitants, 10 exemplaires de quotidiens, 5 postes récepteurs de radio, 2 places de cinéma et 2 postes récepteurs de télévision ? »¹¹ À quelques exceptions près, comme en témoigne le tableau cité en appendice (pp. 851 à 853), l'ensemble du tiers-monde n'atteint pas ou dépasse à peine ce minimum. De plus, le problème s'y trouve considérablement aggravé par les nombreuses

Tableau II

Taux de développement de la presse, de la radio et du cinéma de 1950 à 1962, par grandes régions du monde¹²
(moyens disponibles pour 100 habitants)

(En pourcentages)

	Exemplaires de journaux	Postes de radio	Places de cinéma
Afrique	30	229	20
Amérique du Nord	- 13	67	
Amérique du Sud	33	72	3
Asie	33	100	100
Europe	- 5	133	10
Océanie	- 3	1	
U.R.S.S.	55	230	

Tableau III

Estimations obtenues par rapport aux minimums de l'U.N.E.S.C.O. et en supposant constant le taux de croissance des moyens d'information et des services auxiliaires¹³

1. L'Afrique atteindra en 2035 et l'Asie en 1992 le chiffre de 10 exemplaires de quotidiens pour 100 personnes.
2. L'Afrique atteindra en 1968 et l'Asie en 1970 le chiffre de 5 postes récepteurs de radio pour 100 personnes.
3. L'Afrique atteindra en 2042 et l'Asie en 1981 le chiffre de 2 places de cinéma pour 100 personnes.

11. U.N.E.S.C.O., *Les moyens d'information dans les pays en voie de développement*, Paris, U.N.E.S.C.O., 1961, p. 18.

12. *World Communications*, op. cit.

13. Schramm, Wilbur, *ibidem*, p. 79 et suivantes.

et importantes disparités régionales, locales, ethniques, particulièrement ville-campagne !

Malgré un rythme de développement encourageant en matière d'information, parfois impressionnant pour certains moyens pris isolément, tout est encore insuffisant — crédits, équipement, personnel — tragiquement insuffisant pour des pays qui justement veulent aller vite, qui veulent raccourcir les délais. Peuvent-ils accepter les délais suivants ? (Tableau III).

Ces délais sont peut-être excessifs vu l'hypothèse de base supposant un taux de croissance constant et peuvent donc se voir tempérer par un changement de rythme dans le développement, mais peut-on raisonnablement espérer un changement si radical et accéléré ?

On peut donc encore convenir que les systèmes d'information de ces pays en voie de développement sont sous-financés et sous-équipés. Pénurie de capitaux et de personnel qualifié, manque de papier journal et d'équipements variés pour imprimer des livres et des revues, diffuser des programmes radiophoniques, réaliser et présenter des films, etc., ce sont là tous des éléments qui montrent combien long reste le chemin à parcourir avant que ces *mass media* puissent effectivement répondre à ce qu'on attend d'eux, à ce qu'ils peuvent être.

*
* * *

Ce qui peut être ?

Nous pouvons ici et pour plus de clarté revenir au triple rôle donné plus haut à l'information : une fonction d'observation et d'information ; une autre, politique et délibérante ; enfin une troisième, éducative. Ceci ne signifie pas que les moyens d'information de masse à eux seuls pourront épuiser chacun des rôles précités. On en exige bien souvent trop, alors qu'en fait il ne faudrait guère leur demander plus qu'ils ne peuvent faire, plus qu'ils ne peuvent être.

Quant aux tâches premières d'information qu'exige le processus de développement, les *mass media* peuvent parfaitement s'en acquitter. Ils vont élargir l'horizon intellectuel des populations en brisant leur isolement physique et socio-culturel, en soulignant combien

urgentes, nécessaires et possibles sont les transformations exigées par ce processus de développement. Au point de départ, la population doit être informée sur le développement national voulu ; il s'agira ensuite de lui faire acquérir cette qualité essentielle qu'est « l'empathie », c'est-à-dire cette aptitude à se mettre à la place d'autrui, ce désir des individus de participer. Le passage à la société participante a pour pivot ce désir d'avoir une opinion et par voie de conséquence une opinion éclairée et qui compte, dont le sommet tiendra compte. Nous nous retrouvons ici sur le plan du développement « participé » décrit plus haut. L'ouvrage de Daniel Lerner¹⁴ fait autorité en cette matière d'empathie en décrivant combien tout système de communication en rapprochant ce qui est éloigné et en rendant compréhensible ce qui est nouveau et étrange, peut faciliter grandement le passage de la société traditionnelle non participante à la société moderne participante.

Ce passage sera facilité si conjointement ces moyens d'information, ces mêmes *mass media* stimulent les aspirations personnelles et nationales. La chose est importante pour les pays en voie de développement qui ont besoin de libérer leur population d'un fatalisme paralysant, d'un conservatisme pusillanime, d'un tribalisme exagéré. Il s'agit au contraire d'inciter les gens à améliorer leurs conditions de vie par leur propre travail et, en tant que citoyen, à susciter un réel nationalisme. Il faut cependant voir à ce que de pareilles initiatives stimulantes soient combinées de réalisations. En effet, si l'on stimule les appétits sans les satisfaire, c'est généraliser un sentiment de frustration ; si pour éviter ce danger on ne suscite aucune aspiration, le développement risque bien de ne jamais se produire !

Si donc, en général, les moyens d'information peuvent parfaitement s'acquitter à eux seuls des tâches d'information qu'exige le démarrage, en revanche, les décisions exigées par ce même développement supposent la modification d'attitudes, de convictions et de normes sociales profondément ancrées. Par suite, à ce second plan, ce seront principalement les mécanismes des communications personnelles et des décisions de groupe qui vont jouer le rôle essentiel et non plus les *mass media*. Notons cependant que ce n'est

14. Lerner, Daniel, *ibidem*, p. 49 et suivantes.

pas leur reconnaître une impuissance définitive. Ils peuvent en effet contribuer puissamment à la prise des décisions en documentant le public, en diffusant la parole des dirigeants, en clarifiant les problèmes nouveaux. Ils peuvent encore conférer du prestige, élargir le dialogue politique, imposer des normes sociales, contribuer à former le goût, transformer des attitudes peu profondes et modifier même quelque peu celles qui le seraient davantage.

C'est reconnaître combien jusqu'à nos jours le développement d'un système d'information toujours plus perfectionné n'a pas remplacé ni détruit l'antique système de la communication d'homme à homme. Bien au contraire, le premier a besoin du second et vice versa. Katz et Lazarsfeld ont décrit l'importance contemporaine du réseau des communications et contacts personnels dans une société aussi dominée par les *mass media* que celle des États-Unis¹⁵. C'est souligner à plus forte raison la même importance dans ces sociétés en voie de développement où les liens personnels et familiaux sont très forts. Il existe donc une relation complexe entre le système de media et l'influence personnelle, la diffusion se faisant en deux étapes. Le changement se fera sous l'effet de l'influence personnelle d'agents significatifs répartis dans la nation, l'information comme telle n'y contribuant qu'indirectement. Le système des *mass media* émet des informations qui sont saisies par des individus déjà sensibilisés aux problèmes du développement, et devenant par la suite de réels « meneurs d'opinion » capables d'activer le processus de décision des groupes et de provoquer par là les transformations nécessaires. Il est d'intérêt national de recourir à ces agents significatifs dispersés dans le corps des citoyens. Si l'on veut vraiment mobiliser ce corps, il faut savoir utiliser ces meneurs d'opinion, dirigeants naturels, et ne pas leur supprimer l'accès aux *mass media* par un monopole d'état ou de quelques intellectuels privés et subventionnés.

Certes, le contrôle exclusif des *mass media* peut avoir un sens, mais si l'on veut un développement participé, il faut savoir les combiner le plus possible à ces communications d'homme à homme.

Cette même combinaison, on la retrouvera au niveau de la fonction éducative des *mass media*, sans pour autant cette fois leur

15. Katz, E., Lazarsfeld, P., *Personal Influence*, Glencoe, III, Free Press, 1955.

refuser la possibilité d'intervenir directement dans l'enseignement des techniques utiles au développement voulu. Il ne suffit pas de faire reconnaître la nécessité et la possibilité d'une transformation, ni même de décider ou de faire décider cette transformation. Il faut également instruire et former pour rendre efficaces et concrètes les décisions prises. Les moyens d'information peuvent rendre d'éminents services dans tous les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle. L'utilité et l'efficacité pédagogiques de ces moyens ne sont plus contestées, particulièrement lorsque ceux-ci sont combinés à des influences personnelles. Ils ont fait et continuent de faire leurs preuves dans des conditions très diverses, à l'école et hors de l'école, à l'atelier comme en dehors. Il ne faut guère hésiter à les utiliser hardiment et rationnellement, tantôt isolément, tantôt en tant que système d'information. Leur utilisation simultanée et combinée a déjà donné de fort bons résultats dans certaines grandes campagnes de développement en matière d'agriculture, de santé, d'alphabétisation et d'enseignement... Considérés comme tels ces moyens ont l'avantage d'agir vite, de s'adresser aux adultes aussi bien qu'aux jeunes, de prolonger et de compléter un enseignement classique sans vouloir en rien le concurrencer.

Il reste cependant encore un long chemin à parcourir dans le domaine de cette utilisation rationnelle et localement adaptée. Loin d'être un luxe, la recherche sur l'information s'impose de plus en plus et pourra apporter bien des améliorations aux projets ultérieurs. Nous sommes conscients cependant que dans les pays en voie de développement elle se voit sérieusement restreinte par le manque de capitaux et de chercheurs qualifiés.

*

* *

Comment ?

Rares sont les pays en voie de développement où il existe un plan ou un quelconque dispositif pour intégrer et équilibrer le développement de l'information en un système harmonieux, pour intégrer les circuits de diffusion de l'information aux systèmes de communication personnelle établis pour la prise de décision, l'éducation et l'administration locale, et, enfin, pour intégrer les nou-

veaux moyens d'éducation à l'enseignement, à un enseignement qui dans ces pays doit entièrement et au plus vite se régénérer ¹⁶.

Aussi, rares sont les pays qui dans leur plan de développement économique et social ont donné aux investissements dans l'information de masse l'importance qu'ils méritent. Pourtant, face à cette carence, W. Schramm démontre combien relativement modeste pourrait être le coût du développement des *mass media* par rapport à celui d'autres éléments du développement économique et social. Par exemple, si l'information pouvait permettre d'économiser même une petite fraction du coût du développement de l'enseignement, cette économie excéderait peut-être le coût total du développement des *mass media* ¹⁷ !

Si l'on confronte les deux premières parties de cet exposé, la troisième consisterait à rechercher les mesures pratiques pour passer de la première à la seconde, pour passer du diagnostic aux remèdes. Il s'agit pour le pays neuf de se doter, par lui-même et à partir du peu qu'il possède déjà, du système d'information dont il a spécifiquement besoin pour assurer son développement national.

Ne pouvant développer en ces quelques lignes les nombreuses techniques et méthodes préconisées, relevons pourtant et modestement certains des grands problèmes relatifs à la création et à la planification d'un pareil système d'information :

- financement (calcul difficile des coûts et de leur rentabilité ; répartition de ceux-ci...) ;
- formation du personnel (en cours d'emploi, écoles spécialisées et universités, rôle des organisations professionnelles, etc...) ;
- approvisionnement en matériel et équipement (papier journal, postes récepteurs de radio, équipement d'imprimerie, de radio-diffusion, cinématographique... ; problèmes de fabrication ou d'importation sans contingentements ou restrictions douanières ; etc...) ;
- développement différencié et prioritaire de certains moyens d'information considérés séparément, (comment, par exemple, utiliser la radio aussi efficacement que possible à des fins d'infor-

16. Bourgoignie, G.-E., *op. cit.*

17. Schramm, Wilbur, *ibidem*, pp. 242-243.

- mation ? La télévision, instrument sans conteste efficace et de prestige mais combien coûteux ? Comment entretenir la grande force des petits journaux locaux en langue vernaculaire ? etc.) ;
- comment intégrer l'information à la communication personnelle ?
 - étude du cadre législatif et institutionnel dans lequel s'inscrit l'information, (le droit à l'information, le statut du contenu, de l'entreprise, le statut professionnel, etc.) ;
 - comment intégrer harmonieusement le tout dans le plan national de développement économique et social ?

Le développement d'un système moderne d'information est une partie importante de tout plan national bien conçu combinant harmonieusement les différents secteurs d'investissements, auxiliaires ou non à l'information. Toute activité de développement, particulièrement dans celles où les *mass media* jouent un rôle, exige des investissements correspondants dans l'information et ses services connexes comme l'alphabétisation, l'enseignement et la formation professionnelle, l'électrification et les transports, les services postaux, téléphone et télégraphe, agences d'information... On ne l'oublie que trop souvent d'où l'apparition de déséquilibres inattendus ! L'information n'est pas concurrente à l'industrialisation, au développement ; elle en est en fait sa servante et une puissante alliée.

Sous la pression de besoins contradictoires, d'attitudes variées, la planification aura pour tâche de rassembler d'abord et objectivement les données de base, de déterminer ensuite les objectifs et les priorités, et de formuler enfin un système suffisamment souple capable de s'évaluer et de s'adapter aux impulsions ressenties après diffusion et par « contre-réaction ». Cette dernière consiste, dans le cadre de l'information de masse, à fournir aux planificateurs des renseignements sur le public et sur les effets des moyens d'information.

Nous retrouvons donc dans l'élaboration d'un plan de développement des *mass media* les mêmes impératifs que ceux d'une planification globale, en soulignant peut-être davantage la nécessaire « personnalité » à donner à ce plan. Plus qu'en d'autres domaines celui-ci devra en effet s'adresser et continuellement s'adapter aux spécificités locales qu'il veut dynamiser, et ce, compte tenu de ce grand revirement qu'un dirigeant local dans un pays neuf précisait

INFORMATION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

en ces quelques mots : « Quand on est colonisé, on vous parle ; quand on est libre, on parle avec vous »¹⁸.

Concrètement, il revient à l'organisme planificateur en matière d'information, qu'il soit ministère, commission de planification ou commission nationale de l'information représentant les secteurs public et privé, etc., en bref, il revient aux planificateurs de circonscrire en une série de projets ou de tableaux suggestifs les ressources et potentialités-possibilités du pays du point de vue des *mass media*, compte tenu des effets multiplicateurs et accélérateurs de certains, des effets freins et déséquilibres d'autres¹⁹.

Sans vouloir aucunement établir une liste exhaustive de questions qui font l'objet de discussions et que nous commençons à peine à découvrir, on pourrait par exemple reprendre les tableaux construits par Wilbur Schramm en annexe de son ouvrage²⁰. Les tableaux à remplir par les planificateurs seraient du genre de ceux-ci :

Moyen d'information	Ressources existantes	Région desservie	Public desservi	Services assurés
Radio				
Journaux				
Cinéma				
Livres				
Revue				
Télévision				

Service	Développement actuel	Développement prévu	Degré d'efficacité
Alphabétisation			
Enseignement			
Électrification			
Transports			
Services postaux			
Téléphone et télégraphe ...			
Agences d'information			
Formation professionnelle .			

18. Schramm, Wilbur, *ibidem*, p. 212.

19. Le Bret, Louis-J., *Dynamique concrète du développement*, Paris, Éditions ouvrières, 1961.

20. Lerner, D., *op. cit.*

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

Politique ou législation	Situation actuelle	Résultats obtenus	Conséquences pour les moyens d'information
Restrictions à l'importation . Droits de douane sur les articles d'équipement Impôts (sur les entreprises d'information et articles).			

Secteur de développement	Contribution actuelle des <i>mass media</i>	Contribution potentielle des <i>mass media</i>
Alphabétisation		
Éducation		
Agriculture		
Formation industrielle		
Santé		
Formation civique		
Autres secteurs		

Estimation du développement nécessaire

- en ressources nouvelles ou améliorées (à décomposer),
- en services et matériel auxiliaire,
- en organisations,
- en personnel qualifié,
- en orientation de la recherche,
- en mesures administratives et législatives,
- en capitaux.

Ce sont là, bien sûr, des exemples qui pourraient en effet être autrement conçus mais toujours par référence au développement accéléré voulu. On pourrait par exemple les concevoir, les construire à partir de la formule sociologique de Harold Lasswell, « Qui — dit quoi — par quel moyen — à qui — avec quel effet ? »²¹.

Ces problèmes nombreux et complexes quant à la relation « information et développement » et quant à leur nécessaire et urgente

²¹ Lasswell, Harold, *The Structure and Function of Communication in Society*, dans Schramm, *Mass Communications*, Urbana, University of Illinois Press, 2^e éd., 1960, p. 117.

coordination planifiée dans les pays en voie de développement, ont été schématisés par l'U.N.E.S.C.O. à maintes reprises²² et cette fois par l'entremise de la plume de Wilbur Schramm en cette quinzaine de recommandations qui, appliquées comme telles, seraient garantes de l'avenir pour ces pays.

« Chaque pays en voie de développement devrait étudier la circulation de l'information relative au développement sur son territoire.

Chaque pays en voie de développement devrait étudier l'utilisation qu'il fait des moyens d'information pour intensifier la circulation des informations concernant le développement.

Dans la mesure où une planification est possible, chaque pays en voie de développement devrait planifier la croissance équilibrée et mesurée des moyens d'information, en vue de coordonner les divers moyens entre eux et avec les autres aspects du développement.

Les pays en voie de développement (ainsi que leurs amis et ceux qui leur fournissent une assistance) ne devraient pas hésiter à investir des fonds dans des programmes bien conçus de développement et d'utilisation des moyens d'information.

Chaque pays en voie de développement devrait s'efforcer d'établir des rapports de coopération entre les autorités chargées respectivement du développement des moyens d'information, de l'éducation et des autres domaines connexes.

Chaque pays en voie de développement devrait prendre des mesures pour faciliter la circulation des nouvelles.

Chaque pays en voie de développement devrait s'efforcer de faciliter dans toute la mesure du possible la création et le fonctionnement de moyens d'information locaux.

Chaque pays en voie de développement devrait s'efforcer spécialement de combiner les moyens d'information et la communication personnelle.

Chaque pays en voie de développement devrait reconsidérer les restrictions qu'il impose à l'importation du matériel d'information.

Chaque pays en voie de développement devrait examiner la possibilité de créer des industries de l'information.

Chaque pays en voie de développement devrait donner une formation appropriée au personnel de l'information.

Chaque pays en voie de développement devrait s'efforcer de connaître le plus possible les réactions du public.

Chaque pays en voie de développement devrait élaborer un statut spécial de l'information, en même temps qu'il établit son plan de développement

22. U.N.E.S.C.O., *L'information à travers le monde — Presse, radio, film, télévision*, Paris, U.N.E.S.C.O., 1956.

Les associations professionnelles de l'information, Paris, 1960.

Échanges culturels et barrières commerciales, Paris, 1956.

L'éducation dans le monde, 3 vol., Paris, 1955, 1960, 1963.

Le développement des moyens d'information en Afrique, Paris, 1962. (Études et documents d'information, no 37).

etc.

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

économique et social, et adapter ce statut, grâce à des revisions successives, aux phases successives du développement national.

Les pays en voie de développement ne devraient pas hésiter à utiliser les nouvelles techniques de l'information, lorsqu'elles sont adaptées à leurs besoins et à leurs possibilités.

Les divers pays devraient mettre en commun leur expérience des moyens d'information et de communication pour accélérer le développement économique et les transformations sociales »²³.

Georges-Édouard BOURGOIGNIE,
professeur au collège Sainte-Thérèse

APPENDICE

(pages 851 à 853)

23. Schramm, Wilbur, *ibidem*, p. 294 et suivantes.

APPENDICE

 Les moyens d'information dans les pays en voie de développement ¹

	Quotidiens (nombre d'exemplaires pour 100 habitants)	Postes récepteurs de radio (pour 100 habitants)	Places de cinéma (pour 100 habitants)	Postes récepteurs de télé- vision (pour 100 habitants)	Nombre de quotidiens	Nombre de postes émetteurs de radio	Taux d'alphabetisation (population de plus de 15 ans)
AFRIQUE							
Afrique équatoriale espagnole (région de l')	0.5	....	1.1 ⁵⁶	—	1	2	20-25
Afrique du Sud	5.7	6.6	....	—	21	45 ⁵⁹	40-45
Algérie	2.4	6.0	1.8 ⁵⁹	0.6	3	16 ⁶⁰	15-20
Basutoland (R.-U.)	—	0.6 ⁶⁰	....	—	—	....	50-55
Bechuanaland (R.-U.)	—	0.6	0.5 ⁵⁶	—	—	1 ⁶⁰	20-25
Burundi	—	....	....	—	—	....	....
Cameroun (République du)	0.2	0.3 ⁵⁹	....	—	2	7	5-10
Iles du Cap-Vert (Portugal)	—	1.2	1.6 ⁶⁰	—	—	3 ⁵⁹	21 ^a
Iles Comores (France)	—	0.3 ⁵⁹	....	—	—	1 ⁶⁰	20-25
Congo (Brazzaville)	0.1 ⁵⁹	1.3 ⁶⁰	....	—	3 ⁵⁹	12	....
Congo (Léopoldville)	0.1	0.2 ⁵⁹	0.08 ⁵⁹	—	7	12 AM ⁶⁰	35-40
						2 FM	
Côte-d'Ivoire	0.3	1.7 ⁶⁰	....	—	1	5	....
Dahomey	0.1	0.3	0.2	—	2	4	....
Ethiopie	0.2	0.5	....	—	10	6	1-5
Gabon	0.1	5.6	....	—	1	3	....
Gambie	0.5 ⁵⁹	0.9	0.8	—	1 ⁵⁹	1 ⁶²	5-10
Ghana	3.2	1.9	1.0	—	4	7	20-25
Guinée	0.02 ⁵⁹	1.3	....	—	1 ⁵⁹	4 ⁵⁹	....
Guinée portugaise	0.2 ⁶⁰	0.3	0.1 ⁶⁰	—	1 ⁶⁰	1	1-5
Haute-Volta	* 0.01	0.8 ⁵⁹	....	—	2	3	....
Ile Maurice (R.-U.)	* 8.7	6.6	5.7	—	10	2	52 ⁵²
Kenya (R.-U.)	1.4	0.8	0.2	—	6	13 AM ⁵⁹	20-25
						1 FM	
Libéria	0.08	7.7 ⁶⁰	....	—	1	9	5-10
Libye	0.7	6.2 ⁵⁹	1.7 ⁵⁵	—	2	5 AM	13 ⁵⁴
						1 FM	
Madagascar	0.9	2.2	0.2	—	12	9 ⁶⁰	33 ⁵³ (14+)
Mali	0.02 ⁶⁰	0.2	....	—	1 ⁶⁰	3 ⁶⁰	....
Maroc	2.2	4.6	0.8	0.04	12	19	14 ⁶⁰
Mauritanie	—	2.5	....	—	—	3	....
Mozambique (Portugal)	0.3 ⁶⁰	0.6 ⁶⁰	0.2 ⁵⁹	—	4 ⁶⁰	19 ⁵⁹	1-5
Niger	0.03 ⁶⁰	* 0.3	....	—	1 ⁶⁰	2 ⁵⁹	....
Nigeria	0.8	0.4	0.2 ⁶⁰	0.02	23	26 AM	10-15
						1 FM	
Ouganda	0.8 ⁶⁰	1.3	0.2 ⁵⁹	—	5 ⁶⁰	5 ⁶⁰	25 ⁵⁹ (16+)
République arabe unie	2.0 ⁵⁸	6.6	1.0	0.3	35	28	29 ⁶⁰ (10+)
Ile de la Réunion (France)	6.5 ⁶⁰	5.3	1.8 ⁶⁰	—	3 ⁶⁰	2 ⁶⁰	39 ⁵⁴
Rhodésie et Nyasaland	2.0 ⁵⁹	1.8	0.2	0.3	5	21	20-25 ^b 5-10 ^b
Rwanda	—	....	....	—	—	....	....
Sainte-Hélène (R.-U.)	—	0.5	12.0 ⁶⁰	—	—	....	95 ⁵⁶ (16+)

1. Source : U.N.E.S.C.O., 1964. Sauf indication contraire, les chiffres de ce tableau correspondent à l'année 1961, exception faite pour la dernière colonne (taux d'alphabetisation) dont les chiffres se rapportent à l'année 1950. Lorsque les chiffres correspondent à une autre année que 1961, celle-ci est indiquée en exposant. Un chiffre précédé d'un astérisque est une estimation ; le signe — représente un chiffre inférieur à 0.1 (en général zéro) ; le signe ... indique que l'on n'a pas de données sur ce point.

a. Tous âges.

b. Le pourcentage 20 à 25 se rapporte à la Rhodésie du Nord et à la Rhodésie du Sud ; le pourcentage 5 à 10 se rapporte au Nyasaland.

Les moyens d'information dans les pays en voie de développement

	Quotidiens (nombre d'exemplaires pour 100 habitants)	Postes récepteurs de radio (pour 100 habitants)	Places de cinéma (pour 100 habitants)	Postes récepteurs de télévision (pour 100 habitants)	Nombre de quotidiens	Nombre de postes émetteurs de radio	Taux d'alphabétisation (population de plus de 15 ans)
AFRIQUE (suite)							
Saint-Thomas et île du Prince (Portugal)	—	1.4 ⁶⁰	1.6	—	—	1 ⁵⁹	15-20
Sénégal	0.6 ⁶⁰	4.7 ⁵⁹	—	—	1	8 ⁵⁹	—
Seychelles (R.-U.)	1.9	1.4	2.0	—	1	1 ⁵⁹	46 ⁶⁰
Sierra Leone	0.7	0.4	0.06 ⁶⁰	—	2	2 ⁶⁰	5-10
Somalie	0.1 ⁵⁹	1.2	0.7 ⁵⁸	—	1 ⁵⁹	4 ⁵⁹	1-5
Swaziland (R.-U.)	—	0.8	0.2 ⁵⁹	—	—	—	23 ⁵⁴ c
Soudan	0.4	0.09 ⁶⁰	0.6 ⁵⁷	—	7	4	12 ⁵⁶
Sud-Ouest africain (Afrique du Sud)	1.4 ⁶⁰	3.5 ⁵⁸	0.7 ⁵⁰	—	2 ⁶⁰	—	20-25
Tanganyika (60)	0.4	0.4	0.2 ⁶⁰	—	3	6	5-10
Tchad	0.03	0.3	0.1 ⁵⁹	—	1	2 ⁵⁹	—
Togo	0.4	0.4	0.1 ⁵⁷	—	1	3	1-5
Tunisie	1.9	6.3	0.9 ⁶⁰	0.5	4	5 ⁶⁰	10-15
Zanzibar et Pemba	0.3	1.6	1.1	—	3	2	5-10
ASIE							
Afghanistan	0.5	0.2 ⁶⁰	0.07 ⁶⁰	—	12	4 ⁵⁹	1-5
Arabie saoudite	0.4 ⁶⁰	1.2 ⁵⁹	—	0.1	4 ⁶⁰	4 ⁵⁵	1-5
Bahreïn	—	9.9	*8.2 ⁶⁰	0.7	—	2	25 ⁵⁹ (16-)
Birmanie	1.1 ⁶⁰	0.5	1.3 ⁶⁰	—	39 ⁶⁰	5 ⁶⁰	58 ⁵⁴ (16-)
Bornéo-Septentrional (R.-U.)	3.7	4.4	—	—	8	2	24 ⁶⁰
Brunel (R.-U.)	—	7.5	*9.5 ⁶⁰	—	—	3 ⁵⁹	43 ⁶⁰
Cambodge	0.6 ⁶⁰	0.6 ⁶⁰	—	0.006	9 ⁶⁰	2 ⁶⁰	31 ⁵⁸
Ceylan	3.6 ⁶⁰	3.8	1.9 ⁵⁸	—	10	23	68 ⁵³
Chine (continentale)	1.9 ⁵⁵	1.0 ⁵⁹	—	0.003 ⁶⁰	392 ⁵²	233 ⁵⁹	45-50
Chine (République de)	6.6	5.5	4.0 ⁵⁹	0.001	31	125	54 ⁵⁶
Corée (du Nord)	—	7.1	—	—	—	8	35-40
Corée (République de)	6.9	4.6	0.7 ⁵⁹	0.08	45 ⁶⁰	39 AM	77 ⁵⁵
Hong-Kong (R.U.)	22.0	5.4	2.5	0.3	44	25 FM 5 AM 2 FM	71 ⁶¹
Inde	1.1 ⁶⁰	0.5	0.6 ⁵⁸	0.01 ⁶⁰	465 ⁶⁰	59 ⁶⁰	24 ⁶¹ d
Indonésie	1.1 ⁵⁹	1.3	0.6 ⁵⁷	—	94 ⁵⁹	62 ⁵⁹	15-20
Irak	1.0 ⁵⁷	2.1 ⁶⁰	1.3 ⁶⁰	0.7	16 ⁵⁷	5 ⁵⁹	10-15
Iran	1.5	6.5	0.7	0.2	27	22 ⁵⁹	15 ⁵⁶
Irian-Occidental	0.2	1.3	0.6 ⁵⁷	—	1	7 ⁶⁰	5-10
Israël	21.0 ⁵⁷	21.5	6.9 ⁵⁹	—	28 ⁵⁷	11 ⁵⁹	90-95
Japon	41.6	18.7	3.4	9.8	157	394 AM 6 FM	98 ⁶⁰
Jordanie	1.8 ⁶⁰	3.8 ⁶⁰	—	—	6 ⁶⁰	4 ⁵⁹	15-20
Katar	—	—	—	—	—	—	5-10
Koweït	0.4 ⁶⁰	34.8	0.9 ⁵⁹	0.6	1	2 ⁶⁰	34 ⁵⁷ d
Laos	0.06 ⁵⁷	1.1	0.3 ⁶⁰	—	1 ⁵⁷	4	15-20
Liban	9.7 ⁵⁹	6.1 ⁶⁰	6.2 ⁶⁰	1.6	46 ⁵⁹	3 ⁵⁹	45-50
Macao (Portugal)	11.2	2.1 ⁶⁰	4.2 ⁶⁰	—	5	2 ⁵⁹	70 ⁶⁰
Malaisie (Fédération de)	6.7 ⁶⁰	4.1	2.2 ⁶⁰	—	28 ⁶⁰	21	47 ⁵⁷
Mongolie	10.3 ⁵⁷	2.3	—	—	3 ⁵⁷	3 ⁵⁹	55-60
Mascate et Oman	—	0.2	—	—	—	—	1-5
Népal	0.08 ⁶⁰	0.1 ⁵⁹	—	—	13 ⁶⁰	2 ⁵⁹	5 ⁵²
Nord-Viêt-Nam	—	—	—	—	—	—	15-20
Oman sous régime de traité	—	—	1.7 ⁶⁰	—	—	—	1-5
Pakistan	0.7 ⁶⁰	0.3	0.2	—	8 ⁶⁰	19 AM 4 FM	19 ⁶¹
Philippines	1.8 ⁶⁰	2.2 ⁵⁹	2.6 ⁵⁸	0.2	22 ⁶⁰	120 AM 7 FM	73 ⁶⁰
Ryu-Kyu (Etat-Unis)	34.8 ⁵⁶	—	4.0 ⁵⁹	0.4	15 ⁵⁶	6	75
Sarawak	2.5	5.5	2.6 ⁶⁰	—	8	4 ⁶⁰	22 ⁶⁰
Singapour	20.8	8.8	2.7	—	8	8	50 ⁵⁷
Syrie	1.9 ⁵⁸	5.7 ⁵⁹	0.9 ⁵⁹	0.02	40 ⁵⁸	16 ⁵⁹	25-30
Thaïlande	1.1 ⁶⁰	0.6 ⁶⁰	0.5 ⁶⁰	0.3	27 ⁶⁰	20 ⁶⁰	68 ⁶⁰

c. Tous âges.

d. Tous âges.

Les moyens d'information dans les pays en voie de développement

	Quotidiens (nombre d'exemplaires pour 100 habitants)	Postes récepteurs de radio (pour 100 habitants)	Places de cinéma (pour 100 habitants)	Postes récepteurs de télévision (pour 100 habitants)	Nombre de quotidiens	Nombre de postes émetteurs de radio	Taux d'alphabétisation (population de plus de 15 ans)
ASIE (suite)							
Timor portugals	—	0.1 ⁶⁰	0.08 ⁶⁰	—	—	1	1-5
Viêt-Nam (Rép. du)	2.8 ⁵⁸	0.9	0.6 ⁵⁸	—	26 ⁵⁸	18 ⁵⁹	15-20
Yémen	—	—	—	—	—	1 ⁵⁹	1-5
AMERIQUE MOYENNE							
Antilles néerlandaises	12.9	20.1 ⁶⁰	4.7 ⁶⁰	4.1	5	9 ⁶⁰	70-75
Bahamas (R.-U.)	11.1	16.7	2.1	0.2	2	1	85 ⁵³ (5+)
Barbade (Fédération des Antilles)	8.5	15.9	2.5	—	2	—	91 ⁴⁶
Bermudes (R.-U.)	41.9	48.4	5.8	21.8	2	2 AM 1 FM	97 (14+)
Costa Rica	9.4	6.6	6.3 ⁶⁰	0.6	6	48 ⁶⁰	79
Cuba	8.8	18.8	4.8	7.2	10	119 AM 23 FM	78 ⁵³
République dominicaine ..	2.7 ⁶⁰	4.8	1.2 ⁶⁰	0.6	5 ⁶⁰	76 AM 9 FM	60 ⁵⁶
El Salvador	*4.9	14.1	*2.1	0.8	13	24 ⁵⁹	48 ⁶¹ (10+)
Guadeloupe (France)	1.1 ⁵⁹	2.3	2.7 ⁵⁴	—	1	2	65 ⁵⁴
Guatemala	2.3	5.4	1.9	0.9	6	82	29
Haïti	1.1 ⁶⁰	0.5	0.2 ⁵⁸	0.05	6 ⁶⁰	20 ⁶⁰	11
Honduras	2.4 ⁵⁹	2.6	2.2 ⁶⁰	0.2	6	23 ⁵⁹	45 ⁶¹
Honduras britannique	4.3	2.6	6.1 ⁶⁰	—	2	3 ⁵⁹	88 ⁶⁰ (10+)
Jamaïque (Fédération des Antilles)	6.3	12.8	2.4 ⁵⁷	—	2	8 AM ⁶⁰ 4 FM	82 ⁶⁰
Iles Leeward							
Antigua	0.1 ⁶⁰	0.5	—	—	2 ⁶⁰	1 ⁶⁰	89 ⁶⁰
Montserrat	—	0.4	—	—	—	1 ⁶⁰	80 ⁶⁰
Saint-Christophe, Nevis, Anguilla	0.3 ⁶⁰	—	—	—	3 ⁶⁰	—	88 ⁶⁰
Martinique (France)	1.8	6.8 ⁵⁹	2.2 ⁶⁰	—	1	5 ⁵⁹	74 ⁵⁴
Mexique	8.3	*9.7	5.5	2.5	190	400	65 ⁶⁰
Nicaragua	6.6 ⁵⁹	6.6	3.8 ⁶⁰	0.3	8 ⁵⁹	37 ⁶⁰	38
Panama	10.4	17.2	4.9 ⁶⁰	2.8	10	64 ⁵⁸	78 ⁶⁰ (10+)
Porto Rico	6.1	15.0	3.3 ⁵⁹	—	5	—	81 ⁶⁰
Saint-Pierre-et- Miquelon (France)	—	20.0	14.0 ⁵⁹	—	—	1 ⁶⁰	99 ⁶²
Trinité et Tobago	7.0	8.6 ⁶⁰	5.1 ⁶⁰	0.002	2	4 AM ⁶⁰ 3 FM	74 ⁴⁶
Iles Vierges (Etats-Unis) Iles Vierges (R.-U.)	11.2	—	4.7 ⁵⁹	—	3	—	85-90
Iles Windward	—	—	2.1 ⁶⁰	—	—	—	93 ⁶⁰
Dominique	—	0.4 ⁵⁹	—	—	—	8 AM 1 FM	59 ⁴⁶
Grenade	*0.2	0.3 ⁵⁸	0.2	—	1	—	76 ⁴⁶
Sainte-Lucie	—	0.2	0.3	—	1 ⁵⁴	—	52 ⁴⁶
Saint-Vincent	0.2 ⁶⁰	—	—	—	1 ⁶⁰	—	76 ⁴⁶
AMERIQUE DU SUD							
Argentine	15.5 ⁵⁹	19.0	5.2 ⁶⁰	3.3	233 ⁵⁹	78 ⁵⁹	85-90
Bolivie	2.6	7.3	1.3 ⁵⁸	—	6	43 ⁵⁹	32
Brsil	5.4 ⁶⁰	6.4	2.9 ⁶⁰	2.2	291 ⁶⁰	876 AM ⁶⁰ 54 FM	49
Chili	13.4	13.0	5.2 ⁶⁰	0.04	47	119	84 ⁶⁰
Colombie	5.5	14.9	3.9 ⁵⁷	1.4	32	160 ⁶²	62 ⁵¹
Equateur	5.6	3.9	2.0	0.1	24	135 ⁵⁹	56
Iles Falkland (R.-U.)	—	45.0	15.0 ⁶⁰	—	—	2	90-95
Guyane britannique	7.9	7.2	5.5	—	3	5	75-80
Guyane française	15.6	3.1	5.5 ⁶⁰	—	1	1 ⁶⁰	65-70
Paraguay	3.7	8.3	0.8 ⁶⁰	—	7	12 ⁵⁹	66
Pérou	4.7 ⁵⁹	10.1 ⁶⁰	3.0	0.8	49	95 ⁵⁹	45-50
Surinam (Pays-Bas)	3.3 ⁵⁹	14.5 ⁶⁰	1.8 ⁵⁵	—	4	5 ⁶⁰	70-75
Uruguay	21.5	35.1	5.2 ⁵⁹	2.1	27	97 ⁶⁰	80-85
Venezuela	8.2	17.1	6.8 ⁵⁹	3.5	29	78 ⁵⁹	66 ⁶¹